

Municipales: « Il est possible d'agir contre la pauvreté à l'échelon local »



ACCOMPAGNEMENT

11/03/2026

Le Secours Catholique est mobilisé en vue des élections municipales des 15 et 22 mars. L'échelon local peut être un levier dans la lutte contre la pauvreté et la prise

en compte des personnes en précarité dans les politiques publiques.

Entretien avec Laurine Chabal, coordinatrice du plaidoyer au Secours Catholique.

Secours Catholique : Quels sont les enjeux de ces élections municipales au regard de la lutte contre la pauvreté ? En la matière, on a tendance à penser que c'est l'État qui a la main, et non les maires.

Laurine Chabal : L'échelon communal et intercommunal est un enjeu important et concret : une grande partie des compétences propres aux communes et intercommunalités ou partagées avec le Département ou la Région ont un impact dans la lutte contre la pauvreté. C'est notamment le rôle des communes de produire et d'attribuer des logements sociaux, une compétence cruciale en regard des chiffres du mal-logement en France. Une autre compétence clé, via les Centres communaux d'action sociale (CCAS) est celle en matière de domiciliation : le Secours Catholique a publié en 2025 un **rapport** sur les manquements des communes franciliennes à leur devoir de domiciliation des personnes sans abri.

L'échelon local est pertinent sur les questions d'adaptation aux changements climatiques.

Autre enjeu à l'échelon des communes : l'accès à la cantine scolaire. Nous portons de longue date un plaidoyer en faveur d'une tarification sociale et d'une « cantine à

1 euro » car les effets positifs sur les enfants de l'accès à un repas équilibré et complet le midi ne sont plus à démontrer. On peut encore citer l'aide à la rénovation des bâtiments, l'accès aux transports en commun, et plus généralement l'accès aux services publics.

L'échelon local est également pertinent sur les questions d'adaptation aux changements climatiques, comme le montre notre [étude publiée récemment sur le sujet](#). Des réponses sont à la portée de communes, notamment l'information des usagers sur les risques, ou encore l'intégration des enjeux climatiques dans l'analyse des besoins sociaux, un document obligatoire à chaque nouvelle mandature. Ce, afin de mieux prendre en compte les risques pesant sur les personnes précaires du territoire.

Tous ces sujets concernent directement les personnes que l'on accompagne au Secours Catholique, c'est pourquoi il nous semble important de se mobiliser pour faire connaître nos propositions.

S.C. : Y-a-t-il des initiatives exemplaires d'ores et déjà mises en place par des communes ?

L.C. : Effectivement. Pour continuer sur la question climatique, à Echirolles (Isère) le CCAS a enrichi son analyse des besoins sociaux d'une enquête complémentaire sur les enjeux socio-environnementaux du territoire. Sur la problématique de l'accès de tous à la santé – dont l'importance va croissant – des municipalités comme Caumont-sur-Durance dans le Vaucluse et Terniers dans l'Aisne ont mis en place une mutuelle communale avec des tarifs négociés, afin d'aider les personnes à bénéficier d'une complémentaire santé.

Dans le domaine de l'alimentation, nous plaidons notamment en faveur de la régulation, voire de la l'interdiction de la publicité dans l'espace public pour les produits alimentaires qui nuisent à la santé et à l'environnement. À Grenoble, un règlement local interdit la présence de panneaux publicitaires de plus de 8m² sur l'espace privé, ou encore aux abords des écoles. S'agissant de la petite enfance et de l'accès pour tous aux loisirs et activités sportives et culturelles, plusieurs villes - Mauges-sur-Loire (49), Paimpol (22)... - ont créé des sortes de « pass culture »

locaux. Ces exemples montrent qu'il est possible de faire des choses à l'échelle locale.

S.C. : Comment le Secours Catholique porte-t-il ces enjeux dans le débat public et auprès des candidats ?

L.C. : Plus de la moitié des délégations du Secours Catholique sont mobilisées dans le cadre de ces élections, soit une quarantaine environ, dans les métropoles comme dans le rural. Il s'agit pour certaines de parler des élections aux équipes bénévoles, de l'importance du vote, des compétences des communes et de leur impact pour les personnes accompagnées. D'autres vont plus loin en allant à la rencontre des habitants pour susciter le dialogue, comprendre les attentes et porter la voix des plus vulnérables. À Grenoble par exemple, des ateliers ont été organisés pour faire remonter les problématiques des personnes concernées et porter des propositions devant les candidats. Avec l'enjeu de visibiliser la parole de celles et ceux qu'on entend que trop rarement en politique.

Par ailleurs, une **mobilisation spécifique sur le droit à l'alimentation** est menée avec 13 partenaires à la suite de la publication de **l'étude** L'injuste prix de notre alimentation. Plus de 80 événements locaux (forums citoyens, cinés débats, interpellations de candidats...) ont lieu dans ce cadre-là.

Étant donné le contexte de repli sur soi, de montée en puissance des discours stigmatisants et des politiques d'exclusion, il est d'autant plus important pour notre association de porter ses messages.

À chaque scrutin municipal, le Secours Catholique se mobilise. Cette année, étant donné le contexte politique et sociétal de repli sur soi, de montée en puissance des discours stigmatisants et des politiques d'exclusion, il est d'autant plus important pour notre association de porter ses messages de fraternité et de justice. Comme documenté par **notre rapport** annuel « 30 ans de regard sur les pauvretés », ce regard s'est durci. On pense que c'est aussi à l'échelle locale que l'on peut faire entendre la voix des personnes et combattre les préjugés à leur encontre.

S.C. : Une fois les élections passées, comment l'association défend-elle la lutte contre la pauvreté auprès des élus et instances locales ?

L.C. : La campagne ne s'arrête pas à l'élection. C'est pour nous un moyen de mettre en œuvre une dynamique de plaidoyer local, l'occasion pour nos équipes locales de faire le bilan de la mandature passée, de mettre à plat les priorités qu'elles souhaitent porter auprès des nouvelles équipes élues, et d'aller à leur rencontre.

Nous sommes par ailleurs présents dans les CCAS, à travers 1500 **bénévoles mandatés**. Cette présence vise à nourrir la réflexion des conseils municipaux, par exemple en encourageant les membres du conseil à représenter les personnes en situation de pauvreté et à inviter les élus à rencontrer ces personnes en précarité pour comprendre leurs réalités de vie ou à les consulter quand ils conçoivent une nouvelle politique pour en anticiper les impacts. Cela permet d'apporter la vision de notre association d'une société plus juste, plus écologique, plus fraternelle et favorisant le pouvoir d'agir des personnes.

Propos recueillis par Clarisse Briot (Journaliste) - Élodie Perriot, Gaël Kerbaol (Photographes)

<https://bdr-marseille.secours-catholique.org/notre-actualite/municipales-il-est-possible-dagir-contre-la-pauvrete-lechelon-local>